

*Sécurité de la vieillesse*

lancements techniques que nous avons, je crois que nous ne devons pas tenir compte des autres pays. Je crois que nous devons nous occuper de nous-mêmes, prendre nos responsabilités et vivre selon nos moyens. Si nous avons les moyens d'augmenter les pensions, augmentons-les, et si notre production automatisée atteint le marché plus vite que les citoyens peuvent la consommer, parce qu'elle se fait sans main-d'œuvre, il faut trouver d'autres solutions à nos problèmes, de façon à équilibrer notre économie. Et ces solutions, personne n'en a trouvé jusqu'ici, sauf ceux qui vont directement au fond des choses et disent: Si la production s'automatise, il faut que la consommation soit également automatique. Il faut organiser des techniques pour que la distribution se fasse automatique, comme la production.

Présentement on finance la production, mais on ne s'occupe pas de la consommation. Et quand on finance la consommation, c'est au moyen de mesures qui ne correspondent pas à l'économie, soit par le vol de ceux qui n'en ont pas déjà assez pour en donner aux autres. On puise dans les goussets de ceux qui en manquent déjà pour en donner aux autres. Alors, on appauvrit certaines gens pour permettre aux autres de vivre. Cette situation ne peut plus durer, car elle n'est pas normale et contraire aux faits et aux réalités, puisque nous vivons dans un pays qui regorge de richesses et dont l'industrie est automatisée, et que nous sommes capables de faire mieux que cela.

Il s'agit, dans la situation présente, de mettre un frein à l'augmentation du coût de la vie, et nous n'aurons pas besoin de toujours augmenter les pensions, d'augmenter ceci et cela.

• (2040)

Et je crois, monsieur le président, que pas un parti, ici, ne veut accepter cela ou n'a de techniques à proposer à ce point de vue pour empêcher le coût de la vie de toujours augmenter et de toujours déséquilibrer l'économie.

Plus nous progressons, plus nous augmentons les pensions, les services sociaux, les taxes, les impôts, plus nous augmentons les déficits, que nous devons combler au moyen d'emprunts, de ventes d'obligations. Ce faisant, nous payons de nouveaux taux d'intérêt et nous augmentons la dette publique. De cette façon, monsieur le président, jamais nous ne réaliserons une économie équilibrée, jamais nous ne pourrions permettre aux Canadiens de vivre convenablement dans un pays qui regorge de richesses, en plus d'être automatisé à un degré presque inimaginable.

Il est strictement essentiel, monsieur le président, d'établir un budget économique social qui réponde aux besoins de chaque citoyen pour garantir le droit à la vie à chaque Canadien. Est-ce que notre production nationale est suffisante pour cela? Sans peur de me tromper, je réponds par l'affirmative, parce que la production nationale est suffisante; la production de cette année est de 114 milliards de dollars; la consommation nationale de 60 milliards; nous avons donc des réserves de 40 milliards. Si nous avons 40 milliards, cette année, nous avons également eu 40 milliards l'année dernière. C'est sur ces 80 milliards accumulés au cours des deux dernières années que nous devons nous baser pour donner aux Canadiens ce à quoi ils ont droit, c'est-à-dire, le droit à la vie. Voilà, monsieur le président, où je veux en venir.

Le droit à la vie, ce n'est une question ni morale, ni sociale, ni religieuse; le droit à la vie, c'est une question monétaire, économique et politique seulement. Ceux qui

s'occupent de l'économie et de la politique ont la responsabilité d'établir un système équilibré pour que chaque individu mange ses trois repas par jour.

Le droit à la vie n'est pas une question municipale, provinciale ou régionale; c'est une question naturelle, nationale et fédérale, au Canada, et universelle, au niveau du globe terrestre. Réglons donc nos affaires à ce point de vue, au Canada d'abord, et les autres pays suivront notre exemple, selon que leur volonté et notre expérience s'avèrent efficaces et profitables.

S'il faut commencer quelque part, monsieur le président, pourquoi pas au Canada? Il faut commencer un jour. Pourquoi pas aujourd'hui? Étant donné que le système monétaire est devenu presque universel, que l'argent est devenu absolument nécessaire à l'achat des biens utiles, nécessaires ou agréables à la vie, pour chaque citoyen vivant, dans tous les pays du monde et particulièrement dans les pays les plus industrialisés, dont le Canada, il devient urgent de retirer la responsabilité relative au droit à la vie de chaque citoyen le plus directement possible de notre système monétaire économique et politique.

Si tout le système économique comprend la production des biens et les services, la consommation de ces biens et l'utilisation de ces services par les citoyens vivants, ainsi que la capitalisation des instruments de production et de progrès, si tout le système politique a la mission de faire régner la justice et l'équilibre économique, dans tous les secteurs de l'activité économique de la nation, au bénéfice de tous les Canadiens, c'est par le système monétaire que doit agir la direction politique pour réaliser la fin ultime de l'économie nationale qui ne peut être autre que la satisfaction aux besoins de tous les citoyens qui composent la nation.

Si la production nationale annuelle repose sur des ressources naturelles, sur le capital et le travail des citoyens adultes, on sait que les ressources naturelles sont fournies gratuitement par la nature ou par la Providence; on sait que le capital exige un intérêt, et que le travail exige un salaire selon les taux déterminés par les citoyens intéressés.

En 1973, le Canada compte près de 23 millions d'habitants, dont tout près de 9 millions seulement ont un pouvoir d'achat convenable, grâce à l'intérêt de leur capital ou à leurs salaires. Les 13 millions de citoyens dépendants, sans travail, ni capital, ont aussi le droit à la vie et aux choses nécessaires à leur subsistance, et ce, à même notre production nationale et nos ressources naturelles. Tous nos organismes, mécanismes monétaires, économiques et politiques sont déjà en place et fonctionnent avec une souplesse qui étonnent tous les spécialistes.

Rien ne se fait au hasard, monsieur le président. Tout est voulu, prévu, décidé, planifié, dirigé par quelques dirigeants compétents et responsables. Tous les mécanismes, organismes et instruments obéissent aux hommes en reconnaissant et en acceptant la situation économique du Canada, à la fin de l'année fiscale 1972-1973, considérant notre énorme capacité de produire et de capitaliser. Améliorons donc immédiatement, pour la fin de l'année financière en cours, nos mécanismes actuels de répartition du pouvoir d'achat entre les citoyens dépendants, sans revenu personnel ni capital, ni travail, et reconnaissons enfin le droit de l'individu au revenu annuel garanti, proportionnel à la production nationale.

Monsieur le président, depuis une vingtaine d'années, nous réclamons le revenu annuel garanti pour chaque citoyen canadien, en comptant sur la production annuelle